

15 mai ► 15 décembre*

*avec interruption au mois d'août

// Décembre 2013 • N°114

CAHIER D'ACTEURS

Les propos au sein du présent cahier d'acteurs n'engagent que leur auteur et sont totalement indépendants de la CPDP.



ASSOCIATION SERÈNES SERÈNES !

L'association Serènes sereines s'est constituée au début de l'année 2000 à Sanvensa, dans le département de l'Aveyron, suite à l'éruption sur son territoire de la « Mission granite » venue démarcher les élus en vue de l'implantation d'un « laboratoire » dédié à l'étude de l'enfouissement géologique des déchets nucléaires HAVL. La commune de Sanvensa est située sur un massif granitique baigné par deux rivières appelées Serènes qui ont donné leur nom à notre association. Malgré les perspectives alléchantes de retombées financières et de développement vantés par la mission, l'opposition s'est manifestée spontanément tant au sein de la population que des collectivités locales, exceptées les instances des partis traditionnellement pro nucléaires. Comme à Sanvensa, les quinze sites granitiques pressentis par l'Andra pour ce projet à travers la France ont rejeté cette proposition, à la suite de quoi la Mission Granite fut dissoute. Notons que le vice président du Conseil Régional du Limousin d'alors, aujourd'hui président de la République, avait manifesté une opposition déterminée à un projet semblable dans son département de la Corrèze.

contact //

Régis Gauguier
Président de l'association

Tél. (personnel) 06 09 63 86 86

Adresse Mairie
12200 SANVENSA

Au sein de la population de ce territoire, chacun est conscient de la nécessité de la recherche sur le problème des déchets de l'industrie nucléaire, mais l'idée que le projet appelé pudiquement « laboratoire » aboutirait à terme à l'implantation d'un site de stockage a rapidement fait son chemin. L'exemple de Bure nous a donné raison. L'économie de ce territoire étant fortement marquée par le tourisme et l'agriculture, la perspective d'un tel projet apparaissait comme la fin d'un certain art de vivre. Ce fut le cas pour la Hague dont la renommée des produits laitiers a été réduite à néant à la suite de l'implantation de l'usine de retraitement-séparation des combustibles nucléaires.

La Commission granite imaginait probablement un territoire rural en voie de désertification, à la population vieillissante et docile qu'il serait facile de convaincre avec un discours maîtrisé, en bref : des « gaulois ». Le fait nucléaire tire sa force de l'ignorance, de l'indifférence, et du fatalisme des gens. Mais la catastrophe de Tchernobyl, et sa gestion par les autorités françaises, encore dans toutes les mémoires, avait contribué à éveiller la méfiance.

// Le débat en question

Pourquoi avoir choisi de contribuer à ce débat, alors que tout porte à croire que c'est l'option de l'enfouissement profond qui a été retenue. De la même façon, lors du débat qui s'est tenu sur la politique énergétique en 2005, les travaux de construction de l'EPR de Flamanville avaient déjà commencé. C'est pour cette raison que beaucoup ont choisi de ne pas s'associer à ce qu'ils considéraient comme un simulacre de démocratie.

Face à l'afflux de contributions traitant du projet Cigéo sous le seul aspect du développement local que pourrait apporter un projet industriel, comme le laissait espérer la « Mission Granite », il nous a semblé important de replacer ce débat sur ce qui est son objet essentiel, d'ordre éthique. C'est sous cette dimension qu'il nous invite à prendre en compte notre responsabilité envers les nombreuses générations qui seraient touchées par les conséquences de ce projet. Centrer le débat sur les hypothétiques retombées économiques et le développement qui découleraient de Cigéo c'est le détourner de la question qui est sa raison d'être : **A-t-on le droit de léguer un tel risque à nos descendants ?**

Qu'un accident sur des colis de déchets ou des fuites de radionucléides surviennent dans cinquante ans ou trois cent ans ou plus, la conséquence serait telle que la contamination des eaux rendrait à jamais la vie impossible sur de vastes territoires. Ce risque est inacceptable.

Quand la Mission granite est venue présenter son projet de « laboratoire » dans l'ouest aveyronnais, un élu a déclaré : « On peut faire du développement

avec des déchets ». Il s'agit là d'une conception de l'économie que nous ne partageons pas ; Pour nous, le développement économique consiste non pas à créer des charges mais des richesses. Ces déchets de l'industrie nucléaire sont un fardeau que devra supporter

l'humanité pour des durées qui dépassent l'entendement et les considérer comme des richesses est un non sens. Orienter le débat sur le terrain des éventuelles retombées économiques qu'apporterait le projet Cigéo, n'est qu'une diversion censée contribuer à son « acceptabilité ». ■

// Pourquoi refuser le principe même de l'enfouissement géologique ?

Malgré l'emploi du terme « laboratoire », l'enfouissement géologique des déchets HAVL nous semblait d'avantage relever d'un choix technologique et surtout économique que d'une démarche scientifique. L'Andra avait déjà montré avec le centre de stockage de la Manche que même à faible profondeur, l'enfouissement devenait irréversible du fait du coût et du risque que représenteraient la reprise des colis qui, trente ou quarante ans après leur conditionnement, diffusent déjà leur poison dans l'environnement. A l'époque où les déchets, conditionnés dans de simples bidons, étaient jetés dans la mer, cette solution faisait consensus au sein de la « communauté scientifique » ;

aujourd'hui c'est l'enfouissement géologique. Demain se rendra t-on à l'évidence que ce problème est insoluble et que nous et nos descendants serions condamnés à traîner ce boulet pour un temps que l'esprit humain est incapable de se représenter.

La métaphore selon laquelle le massif granitique constituerait un « coffre fort » ressemblait d'avantage au verbiage politicien qu'à un discours scientifique. Sans être expert en géophysique, croire que l'installation resterait étanche pour des dizaines de milliers d'années relèverait d'une naïveté qui nous paraît bien peu responsable. ■

// Faisabilité et incertitude

Ce qui ressort de certains débats contradictoires organisés par le CLIS de Bure, c'est l'incertitude. Un certain nombre de questions se posent auxquelles les responsables de l'Andra comme ceux de la CNE reconnaissent qu'ils n'ont pas la réponse ; celles ci sont pourtant déterminantes pour imaginer la forme que devrait prendre ce projet.

S'agit-il d'un projet de stockage ou y aura-t-il de l'entreposage de longue durée pour le refroidissement des colis ?

Est ce que les matières que devra accueillir Cigéo seront issues du retraitement ou bien est-il prévu de stocker des combustibles usés ?

Ce n'est qu'après avoir répondu à toutes ces questions restées en suspens que l'on pourra juger de la faisabilité

de l'enfouissement géologique. Contrairement à ce qu'affirme l'Andra par la voix de son directeur de la maîtrise des risques, la faisabilité de Cigéo n'est pas acquise.

A l'entendre, on comprend qu'à tous les problèmes qui se posent, c'est lors de la montée en puissance de l'exploitation de Cigéo que l'Andra compte régler ces problèmes. La Société n'a d'autre choix que de faire confiance à l'institution détentrice du savoir.

En définitive ce sont les générations futures qui devront trouver les solutions ou bien se débattre avec ces problèmes insolubles que nous leur donnons en héritage. ■

C O N C L U S I O N

Notre position pour la gestion à long terme des déchets de l'industrie nucléaire est l'entreposage en sub-surface, « à portée de main », de manière à pouvoir intervenir en cas de problème ou dans l'hypothèse où une solution serait trouvée dans l'avenir. Pour assurer la traçabilité et maintenir la mémoire il faudrait aussi que ces lieux d'entreposage portent les noms des promoteurs de l'industrie nucléaire, comme l'usine Eurodif de Pierrelatte porte le nom de son fondateur, afin que les générations futures puissent identifier l'origine de ces problèmes que nous leur aurons légués.

